



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Renault

Question au Gouvernement n° 1880

Texte de la question

PRODUCTION DE LA CLIO À FLINS

M. le président. La parole est à Mme Cécile Dumoulin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Cécile Dumoulin. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, le 5 novembre dernier, vous étiez à l'usine de Flins, dans les Yvelines, pour signer un protocole qui marquait un tournant dans notre histoire industrielle. Grâce à cette signature entre le groupe Renault, le CEA de Grenoble et le FSI, le site industriel de Flins s'est vu confier la production de la voiture électrique Zoé, ainsi que celle des batteries électriques, se mettant à la pointe des nouvelles technologies de l'automobile, tout en étant en cohérence avec l'objectif de développement durable. Cette production innovante, qui s'ajoute à celle de la Clio 3, avait fait renaître l'espoir dans la Vallée de Seine et particulièrement dans le Mantois, déjà fortement touchés par le chômage.

Mais, la semaine dernière, Renault a annoncé que la production de la Clio 4, qui remplacera la Clio 3 à partir de 2013, serait délocalisée en Turquie. Quand on sait que la Clio est le véhicule de Renault le plus vendu, on comprend pourquoi cette annonce a suscité tant d'inquiétude parmi les salariés du site de Flins...

M. Patrick Roy. Eh oui !

Mme Cécile Dumoulin. ...ainsi que parmi les équipementiers et sous-traitants français de la Clio.

Le Gouvernement - et vous-même, monsieur le ministre - s'est immédiatement mobilisé et a exprimé fermement son désaccord avec une telle hypothèse.

M. Maxime Gremetz. La Turquie !

Mme Cécile Dumoulin. Vous l'avez dit clairement à Renault et à son directeur général, Patrick Pelata, que vous avez reçu mercredi dernier, et je vous en remercie.

Le Président de la République lui-même s'est saisi de ce dossier et a reçu Carlos Ghosn, le président de Renault, samedi dernier. À l'issue de cet entretien, Renault s'est engagé à poursuivre la production des modèles actuels de la Clio et à y implanter une partie de la production de la Clio 4.

Monsieur le ministre, pouvez-vous préciser les décisions qui ont été prises et plus généralement nous dire quelles sont les actions de l'État pour soutenir le site de Flins, ainsi que les équipementiers et les sous-traitants automobiles ? Car la pérennisation de l'emploi est une nécessité absolue pour notre territoire.

(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Effectivement, madame la députée, nous nous sommes retrouvés il y a quelques semaines sur le site de Flins pour signer une série de conventions, parmi lesquelles celle qui conduit l'État à apporter 100 millions d'euros de soutien pour construire le nouveau véhicule électrique, la Zoé, sur le site de Flins, et 150 millions d'euros entre l'État, le FSI et le CEA, pour la batterie qui équipera les véhicules du futur de Renault, mais aussi d'autres industriels automobiles. Cette politique d'innovation s'inscrit dans notre stratégie industrielle au service de l'industrie automobile.

Mais l'État, actionnaire de Renault, ne pouvait rester les bras ballants face à la décision de Renault, que nous avons apprise voilà un peu plus de huit jours. Et nous avons démontré à tous les sceptiques, à tous ceux qui doutaient, à tous les défaitistes, que le volontarisme politique avait un sens. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Lorsque le Président de la République a reçu samedi après-midi le président de Renault, il a obtenu de ce

dernier, je vous le confirme aujourd'hui, que la Clio 4 serait produite sur le site de Flins.

M. Maxime Gremetz. En Turquie !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Voilà pour l'action du Président.

M. Maxime Gremetz. Sarkozy s'est couché !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Mais nous n'en sommes pas restés là : il nous fallait aller plus loin. Nous avons obtenu de Renault qu'au-delà de notre seule présence au conseil d'administration, nous soyons désormais participants au comité stratégique afin de peser sur la stratégie industrielle de Renault quant aux choix à venir et d'organiser une véritable filière depuis le plus petit sous-traitant du groupe, en passant par les équipementiers, jusqu'à l'industriel automobile. Nous nous battons pour que la France reste une grande puissance industrielle. Il ne s'agit pas simplement de respecter les règles européennes du protectionnisme, mais de défendre une grande politique industrielle pour la France. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Cécile Dumoulin](#)

Circonscription : Yvelines (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1880

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 janvier 2010